

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 06 mars 2025

ZOOM : PEROU – EN 2024, LES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS SONT FAVORABLES, MALGRE UN DEFICIT BUDGETAIRE QUI SE CREUSE.	2
Bolivie	3
YPFB prévoit une reprise de la production de gaz et des recettes pétrolières à partir de 2032.	3
Colombie	3
En janvier, la collecte fiscale n'atteint pas les objectifs fixés.	3
Les transferts de fonds de migrants augmentent de 10,6 % en janvier 2025.	3
Les bénéfices d'Ecopetrol ont diminué de 21 % en 2024.	3
Nomination du nouveau ministre des Mines et de l'Énergie, qui présente un programme d'énergie solaire.	4
Equateur	4
Le gouvernement équatorien a attribué le bloc pétrolier Sacha au consortium sino-canadien Sinopetrol.	4
Les exportations de fleurs se sont établies à 1 Md\$ en 2024.	4
Guyana	4
D'importants prêts accordés par la Banque Mondiale pour des projets énergétiques et d'infrastructure.	4
Pérou	5
Les prévisions d'inflation proches de 1 % en mars 2025.	5
L'investissement privé au Pérou a augmenté de 2,6% en 2024.	5
Venezuela	5
Alors que le Bolivar (VES) continue de se déprécier, l'inflation augmente.	5
L' <i>Office of Foreign Assets Control</i> (OFAC) a formalisé la suppression de la licence de Chevron au Venezuela.	5
Le Venezuela a exporté 934 465 bj de pétrole brut et de carburant en 2024.	5

Zoom : Pérou – En 2024, les indicateurs économiques et financiers sont favorables, malgré un déficit budgétaire qui se creuse.

1. Une croissance dynamique portée par le commerce extérieur

En 2024, la croissance économique du Pérou a atteint **+3,3 %**, la plus forte depuis la pandémie, après un recul de -0,6 % en 2023 (notamment dû au phénomène climatique *El Niño* et aux événements sociaux du début d'année). Ce rebond est soutenu par presque tous les secteurs, notamment la pêche (+24,9 %), les transports (+6,1 %) et l'agriculture (+4,9 %). Le secteur minier et des hydrocarbures a crû plus modérément, de +2,0 %.

Le commerce extérieur a joué un rôle clé, avec un excédent commercial record de 23,8 Md\$ (8,2 % du PIB, +35 % par rapport à 2023), grâce à la hausse des exportations (+12,4 % à 75,9 Md\$), notamment des métaux, de la pêche et de l'agriculture. Les importations progressent aussi (+4,5 % à 52 Md\$), reflétant la croissance économique. Au total, le Pérou enregistre un excédent de sa balance courante de +2,2 % en 2024.

Les IDE ont atteint 6,9 Md\$ (3 Md\$ de plus qu'en 2023), principalement grâce aux réinvestissements des bénéficiaires et aux exportations minières, confirmant l'intérêt étranger pour ce secteur malgré l'instabilité politique.

2. Une situation monétaire robuste et des indicateurs financiers sains

L'inflation a atteint 1,97%, atteignant l'objectif de la Banque centrale. En conséquence, celle-ci a progressivement réduit son taux directeur, passant de 7,75 % (août 2023) à 4,75 % (janvier 2025), et pourrait encore le baisser d'ici mars-avril.

Le sol péruvien (PEN) est resté stable face au dollar (3,75 PEN/USD) tout au long de l'année, soutenu par une hausse des réserves internationales (+13 %, à 79,7 Md\$, soit 28 % du PIB). Le secteur bancaire affiche une bonne santé, avec une rentabilité en hausse (+12 % à 2,8 Md\$) et un ratio de créances douteuses en baisse (3,8 %).

3. Des finances publiques sous pression mais maîtrisées

Le déficit budgétaire se creuse, à 3,6 % du PIB (au-delà de la règle budgétaire de 2,8 %), en raison d'une importante hausse des dépenses publiques. Malgré cette détérioration, le Pérou conserve une bonne réputation sur les marchés, avec un indice EMBI (calculant la différence du risque perçu par les marchés vs. une situation sans risque) en baisse (-6 % en 2024). Seule l'agence S&P a abaissé la note du pays à BBB-.

L'informalité reste cependant un défi majeur, représentant 76 % de la population occupée et limitant les recettes fiscales (qui sont à hauteur de 19,2 % du PIB au Pérou vs. 21,5 % en moyenne en Amérique latine). L'activité économique informelle atteindrait 18 % du PIB. Une stratégie de formalisation de ces acteurs pourrait contribuer à la génération des recettes fiscales et ainsi favoriser l'investissement public et la croissance à long terme.

Bolivie

YPFB prévoit une reprise de la production de gaz et des recettes pétrolières à partir de 2032.

Selon les données de l'entreprise publique en charge des hydrocarbures (YPFB), **le secteur n'a montré aucun signe de reprise ces dix dernières années, et la production de gaz a atteint les 31,7 millions de mètres cubes par jour (MMmcd) en 2024** (vs. 59,6 en 2014). Pour l'année 2025, les projections d'YPFB sont encore en baisse avec seulement 29,5 MMmcd. YPFB n'anticipe de redressement de la production de gaz et des recettes pétrolières ces 6 prochaines années.

Colombie

En janvier, la collecte fiscale n'atteint pas les objectifs fixés.

Selon la Direction des impôts et de la douane (DIAN), **en janvier 2025, les impôts collectés s'élèvent à 32 800 Md COP soit 1,9 Md COP de plus qu'en janvier 2024, mais 1,7 Md COP de moins que l'objectif fixé pour ce mois.** L'impôt sur les ventes a été la principale source de recettes de l'Etat, avec une collecte de 12 000 Md COP, soit 37 % du total. Dans ce contexte, l'Observatoire Budgétaire de l'Université Javeriana a publié un rapport alertant quant au fait que le pays frôlerait les limites de soutenabilité budgétaire, et que sans ajustement urgent, toute l'économie colombienne pâtirait de cette situation. Pour mémoire, le déficit budgétaire aurait crû de 2,6 p.p. en 2024, pour atteindre 6,8 % du PIB. De plus, Lisandro Junco, ex-directeur de la DIAN, a souligné que le mois de janvier génère habituellement une collecte plus élevée, offrant ainsi une marge de sécurité pour le reste de l'année, ce qui n'a pas été le cas cette année.

Les transferts de fonds de migrants augmentent de 10,6 % en janvier 2025.

En janvier 2025, les envois de fonds des migrants vers la Colombie ont atteint 1 Md\$, soit 10,6 % de plus qu'au même mois l'année précédente. En 2024, ces transferts avaient atteint un record historique (11,8 Md\$, soit +17,4 % par rapport à 2023), pour représenter près de 3 % du PIB (contre 1,1 % il y a dix ans) et près de 4 % des dépenses des ménages colombiens. Selon des économistes de la Banque centrale, l'augmentation du nombre de migrants, particulièrement aux Etats-Unis et en Espagne, est à l'origine de cette augmentation. Cette année, le montant pourrait dépasser les 13 Md\$ - bien que ces transferts puissent être impactés par les politiques du Président Trump (politiques migratoires restrictives et taxe financière sur les transferts de fonds de migrants), alors que la moitié des transferts viennent des Etats-Unis. Pour mémoire, 45 % des résidents colombiens à l'étranger résident au États-Unis et 25 % en Espagne (soit respectivement 2,1 M et 1,2 M).

Les bénéfices d'Ecopetrol ont diminué de 21 % en 2024.

En 2024, **Ecopetrol, entreprise pétrolière colombienne détenue à 88,5 % par l'État, a affiché une baisse de -21,7 % de son bénéfice**, atteignant 3,6 Md USD (14 900 Md COP). Les recettes de l'entreprises ont baissé de -6,8 % sur l'année à 32,3 Md\$ (133 300 Md COP): selon l'entreprise cette baisse est liée à la baisse du cours du pétrole, la dépréciation du COP et l'inflation. L'EBITDA a atteint 13,1 Md\$ (54 100 Md COP, -10,9 % sur l'année) et la marge EBITDA 41 % (vs. 42 % en 2023). L'entreprise a également investi un total de 6,1 Md\$. Finalement, la production d'Ecopetrol a atteint 746 000 BEP par jour, dépassant les prévisions et enregistrant une augmentation de 1,2 % par rapport à l'année précédente.

Nomination du nouveau ministre des Mines et de l'Énergie, qui présente un programme d'énergie solaire.

Edwin Palma a été nommé ministre des Mines et de l'Énergie, au cours du 3^{ème} remaniement important du président Petro depuis le début de son mandat. Il avait auparavant été vice-ministre des relations professionnelles au Ministère du Travail, et faisait partie du conseil d'administration d'Ecopetrol. Dans le même temps, le ministère des Mines et de l'Industrie a récemment publié la première version du programme Colombia Solar, qui aura pour but de réglementer l'auto-provisionnement en énergie solaire pour les foyers colombiens les plus modestes, en alternative à la subvention existante à la consommation en énergie électrique. Cette initiative est censée permettre un accès à moindre coût aux énergies renouvelables aux ménages les plus pauvres.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,2%	28,7%	1604
Change USD/COP	-0,2%	4,7%	4109
Change EUR/COP	3,8%	5,9%	4449
Prix du baril (Brent, USD)	-4,6%	-16,5%	69,33

Equateur

Le gouvernement équatorien a attribué le bloc pétrolier Sacha au consortium sino-canadien Sinopetrol.

L'attribution s'est réalisée sous la forme d'un contrat de participation pour une durée de 20 ans. Ce bloc pétrolier est opéré par Petroecuador depuis 1952 et produit 16 % de la production pétrolière totale du pays, soit 77 000 barils par jour. Ses réserves de pétrole sont estimées à 372 millions de barils de pétrole et 96,8 millions de pieds cube de gaz, soit environ un actif de 15 Md\$ aux cours

actuels. Cette opération est justifiée par le manque d'investissements qui ont provoqué le déclin de la production en 2023 et 2024. Cette concession devrait permettre d'augmenter la production à 105 000 bpsj d'ici trois ans.

Les exportations de fleurs se sont établies à 1 Md\$ en 2024.

Ce secteur espère atteindre les 2 Md\$ d'exportation dans 10 ans. Les États-Unis sont le principal importateur des fleurs équatoriennes, avec 48 000 tonnes (soit 300 M\$), suivis du Kazakhstan (124 M\$, 24 000 tonnes), et des Pays-Bas (96 M\$, 18 000 tonnes). Les exportations de fleurs sont le 6^{ème} poste d'exportations équatoriennes, après le pétrole, la crevette, la banane, les minerais et le cacao. Le principal défi du secteur reste la lutte contre l'informalité (environ 20% de la production totale) et le non-respect de la priorité intellectuelle sur les nouvelles variétés.

Guyana

D'importants prêts accordés par la Banque Mondiale pour des projets énergétiques et d'infrastructure.

Le Guyana bénéficiera d'un financement concessionnel de 30 M\$ de la Banque Mondiale s'inscrivant dans un projet octroyant des fonds similaires à la Grenade et à Sainte-Lucie. Le projet vise à réduire la consommation d'énergie dans environ 500 bâtiments publics en les équipant de technologies écoénergétiques, et prévoit l'intégration de systèmes d'énergie renouvelable dans les infrastructures publiques, comme des panneaux solaires. Ce projet s'inscrit dans une initiative plus large visant à renforcer la durabilité énergétique dans la région des Caraïbes, en partenariat avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales et le Centre caribéen pour les

énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

La Banque mondiale a également approuvé un financement de 156 M\$ pour un projet de corridors de transport. Ce projet vise à moderniser et réhabiliter les infrastructures routières dans certaines régions du pays, en mettant l'accent sur la résilience aux aléas naturels et l'amélioration de la sécurité routière.

Pérou

Les prévisions d'inflation proches de 1 % en mars 2025.

Selon les prévisions des économistes de la Banque de Crédit du Pérou (BCP), **l'inflation pourrait être proche de 1 % à la fin du mois de mars 2025, soit au planché de la cible d'inflation fixée par la Banque centrale (2 % ± 1 p.p.).** En février dernier, l'inflation dans la région métropolitaine de Lima était de 1,48 % g.a., soit une diminution par rapport au taux de 1,85 % relevé en janvier, et le niveau le plus bas de ces 77 derniers mois. La BCP prévoit également que la Banque Centrale (BCRP) réduise le taux d'intérêt directeur au cours de l'année, pour le ramener de 4,75% à 4,50 %, voire à 4,25 %. Cette décision dépendra des anticipations sur l'inflation et des prochaines décisions de la Banque centrale étatsunienne (Fed).

L'investissement privé au Pérou a augmenté de 2,6% en 2024.

Selon les informations de la Banque centrale (BCRP), **l'investissement privé a augmenté de 5,8 % en g.a. au T4 2024** (vs. 3,9 % au trimestre précédent), soit le rythme le plus élevé depuis le T3 2021. Au total, **l'investissement privé au Pérou a augmenté de 2,6 % en 2024**, après deux années de baisses (-0,4 % en 2022 et -7,3 % en 2023). Cette amélioration est due, entre autres, à la plus grande stabilité économique, reflétée par la croissance de l'emploi et la réduction de l'inflation. La baisse

de l'inflation a par ailleurs permis la baisse des taux directeurs mentionnée en [Zoom](#), et contribuant à l'investissement. Bien qu'il s'agisse d'un résultat positif, l'économiste en chef de BBVA Research pour le Pérou a fait remarquer que ce niveau est encore faible. Il a également rappelé que, entre 2001 et 2019, une croissance annuelle moyenne de +7,2 % avait été enregistrée (vs. +3,3 % en 2024).

Venezuela

Alors que le Bolivar (VES) continue de se déprécier, l'inflation augmente.

L'organisme indépendant **Observatorio Venezolano de Finanzas (OVF)** a calculé une **inflation mensuelle à +12,8% en février**, avec une inflation totale de +20,3 % depuis le début de l'année et de +117 % en g.a. Dans le même temps, le bolivar continue de se déprécier par rapport au cours du dollar parallèle. Selon l'OVF, cela montre que les prix suivent la dépréciation du VES vis-à-vis du Dollar (USD). Les secteurs enregistrant les plus fortes inflations sont les loisirs (+21,2%), les équipements (+17,8%), la restauration et l'hôtellerie (+17,9%), et l'habillement (+17,1%).

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) a formalisé la suppression de la licence de Chevron au Venezuela.

Comme mentionné dans nos précédentes brèves, l'OFAC a remplacé la licence qui permettait à la compagnie pétrolière Chevron d'exporter du pétrole du Venezuela (la licence générale 41) par la licence générale 41A. **Cette mise à jour prévoit le démantèlement des opérations de Chevron dans le pays dans un délai de 30 jours (i.e. au 3 avril).**

Le Venezuela a exporté 934 465 bj de pétrole brut et de carburant en 2024.

Selon les informations de *Reuters*, en 2024, **le Venezuela aurait exporté 503 000 bj vers la Chine, 239 000 bj vers les Etats-Unis, 69 200 bj**

[vers l'Europe, 68 000 bpj vers l'Inde, 42 000 bnpj vers Cuba](#) (carburant et brut). Reuters fait également état d'exportations de 315 000 tonnes de dérivés du pétrole et de produits pétrochimiques, y compris du méthanol et de l'urée, sans donner de détail sur leur destination. Le Venezuela aurait importé 86 000 bnpj de carburant par le biais de swaps avec les partenaires de PDVSA.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)